

RTp 622

G. RAGEOT & C. BOUGLÉ

Agrégés de l'Université

PETITE HISTOIRE
DE LA
FRANCE EN GUERRE

Dédiée aux Alsaciens-Lorrains



Bibliothèque Maison de l'Orient



129771

622p

GERGER-LEVRAULT, ÉDITEURS

PARIS - NANCY - STRASBOURG

1919

RTp

A Monsieur S. Reinach
Cité de la République
au voisin

RT 677p

G. RAGEOT & C. BOUGLÉ

Agrégés de l'Université



PETITE HISTOIRE

DE LA

FRANCE EN GUERRE

Dédiée aux Alsaciens-Lorrains



BERGER-LEVRAULT, ÉDITEURS
PARIS - NANCY - STRASBOURG

1919

DÉDICACE

AUX ALSACIENS ET AUX LORRAINS

Le 11 novembre 1918, l'armistice qui délivrait le monde vous restituait à la France.

Vos belles provinces sont riches. L'Allemagne cupide en 1870 avait convoité cette richesse. Mais, en tentant de vous asservir, l'Allemagne orgueilleuse poursuivait un autre but encore. Vous étiez, aux yeux de l'univers, l'image même de sa puissance. Depuis 1914, elle a ajouté à votre martyre toutes les persécutions de sa méfiance et les brutalités de sa haine. Elle vous avait tyrannisés dans la paix ; elle vous a torturés dans la guerre.

La France, en revenant à vous, a voulu vous épargner jusq'aux horreurs du combat.

Il eût été trop cruel de commencer votre libération par l'envahissement, et de vous apparaître dans le feu des canons, au milieu des ruines et de la dévastation. Vos villes fidèles ont été épargnées. L'armée ennemie, quand elle a levé les mains, allait être anéantie. Si le Maréchal commandant en chef les forces alliées a accepté, devant la capitulation de l'Allemagne, de suspendre l'hécatombe des hommes et des choses, n'est-ce pas en pensant à vous, à vos maisons, à vos cathédrales?... Ses soldats sont arrivés chez

vous avec des fleurs à leurs fusils... Dans vos rues intactes, il n'y a eu que des foules enivrées par la joie et des acclamations, le chant de la *Marseillaise*, et des drapeaux que vous baisiez comme des reliques... Votre France chérie, Alsaciens et Lorrains, vous ne l'avez connue que dans la victoire.

Il faut que vous sachiez ce qu'elle a été dans la guerre.

TABLEAU :

LES ORIGINES DE LA GUERRE

La Volonté de Paix de la France.
La Volonté de Guerre de l'Allemagne.

LES PHASES DE LA BATAILLE

La Retraite et la Victoire de la Marne.
Offensives françaises.
Offensives allemandes.
La Victoire.

LES CAUSES DE LA VICTOIRE

Nos Alliances.
Notre Organisation militaire.
Notre Organisation économique.

Les Origines de la Guerre

LA guerre qui vient de finir a été pour le monde une sorte de révélation : on a découvert la vraie France.

L'Etat-Major allemand avait dit à ses soldats : « La France est vieille, la France est faible, la France est dégénérée. La démocratie l'a anémiée et corrompue. Race fatiguée, industrie arriérée, société irrémédiablement divisée par les passions politiques, tout va s'effondrer sous les premiers obus de nos gros canons ».

« *Nous allons battre les Français comme plâtre* », déclarait le Kaiser ivre d'orgueil.

Et beaucoup de nos amis, de leur côté, ne laissaient pas d'être inquiets dans le fond de leur cœur. Vous-mêmes, malgré votre foi dans les destinées de la France, vous qui aviez pu mesurer de près et l'ambition dévorante de l'Allemagne, et l'étendue de sa préparation tant industrielle que militaire, vous aviez le droit de vous demander si nous aurions les reins assez solides pour « tenir le coup ».

Les faits ont répondu. Ils ont répondu par notre victoire. Toutes les prévisions orgueilleuses de nos ennemis ont été démenties, comme ont été calmées les fraternelles inquiétudes de nos amis.

Et d'abord la France ne s'est nullement divi.ée

contre elle-même. C'était la plus chère espérance de nos adversaires. Et aux premiers jours d'août 1914, ils l'ont crue un instant réalisée. Vous avez entendu le long cri de triomphe dont ils ont salué l'écho du coup de revolver qui tuait Jaurès. Vous avez lu dans leurs radios que la révolution commençait à Paris : les ouvriers allaient se retourner contre les patrons, les radicaux contre les cléricaux, les soldats contre les officiers, le Parlement contre le Gouvernement.

Ils avaient compté sans l'instinct vital, sans la fierté native du peuple français. Vieille nation unifiée dès longtemps, la France recrée instantanément son unité dès qu'elle sent menacée son indépendance. Bien loin de se retourner les unes contre les autres, toutes les parties constituantes du peuple français se retrouvèrent « indivisibles » pour faire front contre l'ennemi. A l'appel de la patrie, les hommes de toutes les classes, de toutes les provinces, de tous les partis répondirent « présent » avec la même résolution farouche.

Cette unanimité magnifique est déjà par elle-même une démonstration : elle est la preuve que la France entrant en guerre a la conscience tranquille.

La Volonté de Paix de la France.

Si tous ses fils, sans exception, se dressent pour le combat avec la même énergie, c'est que tous ses fils, sans exception, sentent bien qu'à aucun moment, à aucun degré, ni de près, ni de loin, elle n'a voulu la guerre, et qu'au contraire elle a fait pour l'éviter tout ce qui était humainement possible.

Deux ou trois grands souvenirs demeurés très

vifs, dans le fond des campagnes comme dans les faubourgs des villes, suffisaient à fonder cette conviction. D'abord on savait fort bien que vaincus, volés, mutilés en 70, nous avions refoulé nos sentiments de révolte et fait taire, pour ne pas ensanglanter à nouveau l'Europe, notre désir de revanche : si brûlant que demeurât chez nous le regret des provinces brutalement séparées de la patrie de leur choix, la République — vous le saviez, hélas mieux que personne — n'aurait jamais, pour essayer de reprendre l'Alsace-Lorraine, déchainé à nouveau la guerre.

On s'était rendu compte aussi dans les dernières années surtout, que, malgré cette évidente volonté de paix, l'Allemagne nous cherchait noise. On avait bien compris, en 1905, lorsque l'empereur allemand avait débarqué théâtralement à Tanger, pour gêner notre action au Maroc, ce qu'il nous signifiait ainsi : sa volonté de ne rien nous laisser décider, désormais, en Afrique ou en Asie, pas plus qu'en Europe, sans son aveu. On n'avait pas oublié, surtout, la canonnière, que sept ans plus tard il avait envoyée, menace insolente, pour brusquer le débat engagé sur le Maroc, dans les eaux d'Agadir. Il avait fallu céder. Et certes, on ne regrettait pas d'avoir ainsi évité la guerre. Mais, de ce jour, on avait compris la méthode brutale du lourd voisin envahissant, et qu'on ne pourrait sans doute pas, sous peine d'abdiquer toute indépendance nationale, céder à tout coup.

Notre peuple, dans son immense majorité a senti, en ces jours-là, que décidément l'Allemagne ne vult pas le laisser tranquille, qu'un jour ou l'autre elle lui cherchera querelle, qu'elle guette seulement, sans doute, l'occasion favorable.

La Volonté de Guerre de l'Allemagne.

L'occasion se présente le 23 juillet 1914. Derrière l'Autriche étranglant la Serbie, l'Allemagne se dresse en armes, menaçant l'Europe et le monde entier même.

La responsabilité de l'Allemagne, dans le déchaînement de la catastrophe, ne fait plus de doute aujourd'hui pour quiconque a lu les documents diplomatiques qui se rapportent aux origines de la guerre.

De cette bibliothèque, dès à présent immense, retenons simplement deux ou trois vérités faciles à prouver.

L'Allemagne derrière l'Autriche.

D'abord, l'Allemagne n'a rien fait pour contrarier la volonté belliqueuse de l'Autriche-Hongrie.

Le fameux ultimatum, qui à lui seul décèle une volonté de guerre bien arrêtée, envoyé par l'Autriche-Hongrie à la Serbie, lui a été envoyé avec l'autorisation de l'Allemagne.

Dès le 5 juillet, François-Joseph faisait tenir à Guillaume II, par le comte Hoyos, secrétaire du comte Bertchold, son plan de campagne; le plan reçut l'approbation impériale. On prenait seulement toutes les précautions possibles pour endormir l'Europe. Guillaume II partait en croisière, mais il continuait à tenir les fils de l'intrigue, dont plus d'un Allemand était informé. Le docteur Muehlon, l'un des ingénieurs de la maison Krupp, dans le mémoire fameux où il libère sa conscience, dit avoir su le 18 juillet, par le docteur Helfferich, que Vienne adresserait dans huit jours un ultimatum très violent.



Raymond POINCARÉ,
Président de la République Française.

et à échéance limitée à la Serbie. Les documents que Kurt Eisner a eu le temps d'exhumer à Munich, au grand scandale des Berlinois, apportent à ce témoignage une confirmation écrasante. Dans un rapport adressé au comte Hertling, le comte Herchenfeld, ministre de Bavière à Berlin annonçait, lui aussi, le 18, pour le 25 juillet, l'envoi à la Serbie d'une note autrichienne dont « la conséquence serait la guerre ». Tout ce que l'Allemagne craignait à cette époque, c'est que l'Autriche hésitât encore : on la jugeait. écrivait-on de Berlin au prince Lichnowski « colossalement conciliante » (1).

Aussi bien, sans attendre tant de preuves nouvelles il était aisé, dès longtemps, de démontrer que l'Allemagne était d'accord avec l'Autriche pour vouloir la guerre. Une fois l'acte de défi lancé, l'Allemagne n'essaye, à aucun moment, d'arrêter son alliée sur la pente de l'abîme. Dans son « Livre Blanc » vous cherchez en vain la trace d'un conseil de modération ; elle n'eût pas manqué pourtant, si elle l'eût envoyé alors, de le publier depuis.

(1) Dans un récent discours prononcé à la rentrée de l'École Normale Supérieure, M. le Président de la République signale qu'une autre preuve tombe aujourd'hui dans nos mains : dès le 11 juillet 1914, l'ambassadeur d'Autriche à Paris était informé par le Ballplatz que les deux empires du centre s'étaient mis entièrement d'accord « sur la situation politique résultant de l'attentat de Sarajevo et sur toutes les conséquences éventuelles ».

Au surplus, si l'on veut savoir quel sort les Allemands nous réservaient au cas où, reniant notre contrat d'alliance avec la Russie, nous aurions été tentés de rester « neutres », il suffit de se rappeler le télégramme envoyé par M. de Bethman-Hollweg à M. de Schoen, télégramme révélé par M. Pichon à la commémoration organisée le 1^{er} mars 1917, à Paris, par le Comité *l'Effort de la France et de ses Alliés* en l'honneur de l'Alsace-Lorraine :

Si le gouvernement français déclare rester neutre, E. V. voudra bien lui déclarer que nous devons, comme garan-

La vérité est que, pendant que l'Autriche s'occupe de bouter le feu à la chaumière serbe, — le feu qui, de proche en proche, doit fatalement embraser toute l'Europe, — l'Allemagne fait le guet. Elle semble dire : « Quiconque voudra intervenir aura affaire à moi. »

Et, là-dessus, toutes les propositions de médiation, de conversation ou d'arbitrage, elle les repousse implacablement.

L'Allemagne contre tout arbitrage.

Par trois fois, le 26, le 27, le 29 juillet, l'Angleterre soutenue par la France, — l'Angleterre dont le mémoire du prince Lichnowski, ambassadeur d'Allemagne à Londres, atteste par vingt détails précis les dispositions toutes pacifiques, — demande que le litige austro-serbe, qui risque d'ensanglanter l'Europe, soit soumis à une conférence. De son côté le Tsar suggère le 29 juillet, dans une dépêche personnelle à Guillaume II

tie pour la neutralité, exiger la remise des forteresses de Toul et de Verdun, que nous occuperions et restituerions après achèvement de la guerre avec la Russie. La réponse à cette dernière question doit être ici avant samedi, quatre heures après-midi.

« Voilà ajoutait le ministre des Affaires Etrangères comment l'Allemagne voulait la paix à l'heure où elle déclarait la guerre; voilà comment elle est sincère en prétendant que nous l'avons contrainte à prendre les armes pour sa défense; voilà de quel prix elle entendait nous faire payer notre bassesse, si nous avions eu l'infamie de lui livrer la Russie alliée et de renier notre signature, comme la Prusse a renié la sienne en déchirant le traité qui garantissait la neutralité de la Belgique. Elle commençait par exiger, pour assurer, d'accord avec nous, la consommation de son crime, la cession de deux de nos forteresses les plus chères et les plus glorieuses, d'ont l'une a conquis depuis, par l'héroïsme de ses défenseurs, un surcroît de renom immortel. Qui peut dire où elle se serait arrêtée, si nous avions été assez vils pour nous laisser prendre à l'amorce grossière de son ignominieuse perfidie ».

(dépêche que le « Livre Blanc » se garde bien de publier), comme la Serbie l'avait suggéré le 25 dans sa réponse à l'Autriche, qu'on en appelle au Tribunal d'arbitrage de La Haye.

A chaque fois, refus de l'Allemagne, fins de non recevoir brutales ou atermoiements systématiques. L'Allemagne ne veut pas qu'on cause. Elle ne veut pas qu'on arbitre. Ce serait contraire, paraît-il, à l'idée qu'elle se fait, tant pour l'Autriche que pour elle-même, du droit supérieur, de la souveraineté sacrée, de la divinité de l'État.

En fait l'Allemagne a toujours été, l'Allemagne se révèle, cette fois encore, l'ennemie déclarée de tout ce qui tend, de près ou de loin, à la Société des Nations.

Les Inventions allemandes.

Mais, pour se jeter sur nous, comme c'est son dessein, sans que nous ayons seulement le temps de nous mettre en garde, encore lui faut-il, sans doute, des prétextes à donner à son peuple. Qu'à cela ne tienne. Son gouvernement forgera ce qu'il faudra. Ainsi s'expliquent les étonnants griefs sur lesquels M. de Jagow à Paris, M. de Bethmann-Hollweg au Reichstag, fondent la déclaration de guerre qu'ils nous lancent; des patrouilles françaises auraient franchi la frontière d'Alsace avant toute déclaration de guerre. Des avions français auraient laissé tomber des bombes sur la ligne de chemin de fer de Nuremberg!

Légendes fantastiques, faux dès longtemps établis. En ce qui concerne Nuremberg, les Allemands eux-mêmes ont dû le reconnaître : dans la *Revue allemande hebdomadaire de médecine*

ciné du 18 mai 1916, le docteur Schwalbe, ayant voulu tirer l'affaire au clair, annonce qu'il a enfin obtenu des autorités de Nuremberg l'aveu qu'il n'y avait rien de vrai dans toute l'histoire. Quand aux incursions en territoire ennemi, on sait que, pour bien marquer notre volonté d'éviter tous incidents de ce genre, nous avons donné ordre à nos troupes de se tenir à dix kilomètres en arrière de la frontière.

Notre gouvernement acceptait ainsi une position militairement désavantageuse. à seule fin de mieux préciser sa position morale. Par ce dernier trait il achevait sa démonstration, il prouvait une fois de plus au monde et à notre peuple, ce que Jaurès lui-même, la veille de sa mort, devait proclamer : qu'il avait consenti à la cause de la paix toutes concessions possibles ; fidèle à l'inspiration de la démocratie, il avait fait son devoir envers l'humanité.

Les tendances de l'Empire.

Quand bien même, d'ailleurs, tous ces documents diplomatiques où nous trouvons nos preuves nous manqueraient aujourd'hui, quand ils seraient dispersés à tous les vents comme « chiffons de papier », nous pourrions encore établir de plus d'une façon la responsabilité de l'Allemagne : rien qu'en comparant ses institutions, ses méthodes, ses tendances, à celles de notre République :

Volonté de justice, de liberté et de paix, c'est ce qui peut se lire à toutes les pages, où le peuple a mis sa griffe, dans le livre grand ouvert de la France contemporaine.

Et dans le livre de l'Allemagne, au contraire : volonté de domination, de conquête, de guerre.

Ici, l'Empereur continue à détenir le pouvoir suprême. Il dit ne le tenir que de Dieu, A Dieu seul il doit des comptes, comme de Dieu seul il reçoit ses inspirations.

Quel danger pour le monde moderne que cette mystique féodale !

Et sans doute cet Inspiré s'est plus d'une fois vanté naguère, nous le savons, de vouloir assurer à son règne la gloire de la paix. Mais nous savons aussi qu'il est par dessus tout, un orgueilleux impulsif. Le 16 juin 1918, au moment du 30^e anniversaire de son règne, ses troupes marchant vers Paris, il croit tenir enfin sa victoire. Dans sa réponse à Hindenburg, il laisse voir le vrai fond de sa pensée autoritaire et intolérante. Elle entend rayer de la carte du monde les principes qui lui déplaisent. Cet homme est de ceux qu'on scandalise dès qu'on lui tient tête. Et c'est pourquoi en Juillet 1914, il s'irritera de ne pas voir le monde fléchir sur son signe. Parce que la Russie et la France refusent de laisser étrangler le petit peuple serbe, il jugera qu'elles méritent une punition exemplaire, rapide comme la foudre qu'il lui appartient de manier.

Au surplus, que de gens en Allemagne sont prêts à le pousser vers la catastrophe !

L'État-Major.

Le grand État-Major, cela va sans dire. Il a préparé la guerre avec minutie et avec amour. Il la veut décisive ; et, pour qu'elle soit décisive, impitoyable. Il ne s'en cache pas d'ailleurs. Il a gardé pieusement les traditions de Frédéric II.

« Dévaster dans la guerre, prescrivait celui-ci ; emporter tout ce qu'on peut ». Il ajoutait sage-

ment : « Briser tout ce qui ne peut être emporté. »

Les auteurs de ce manuel rédigé pour l'éducation des officiers allemands déclarent à leur tour que la « raison de guerre » ne doit se laisser arrêter par aucun scrupule, non plus que par aucune convention. Elle permet, elle recommande d'employer tous les moyens imaginés par la technique moderne, pour détruire non seulement les armées d'un pays, mais toutes ses ressources matérielles et morales. Ainsi arrivera-elle plus rapidement, et par là plus « humainement », au but : briser la volonté de l'ennemi.

Mais d'abord, pour que ce but soit sûrement atteint, ne laissons pas à l'ennemi le temps de se ressaisir. Au mieux de la situation militaire choisissons notre heure et fonçons. La diplomatie arrangera les choses comme elle pourra. « Il faut, avait dit le général de Molke, en 1914, — dans les propos que rapporte notre ambassadeur, M. Cambon —, laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. Lorsque la guerre est nécessaire, il faut la faire en mettant toutes chances de son côté. Il faut devancer notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre, et la commencer sans attendre, pour écraser brutalement toute résistance ». On devine en quel sens pareille doctrine a dû peser dans les conseils qui se réunirent à Berlin entre le 25 juillet et le 2 août 1914.

Les Industriels.

Il y avait, d'ailleurs, en Allemagne, un Etat-Major industriel, tout prêt à emboîter le pas derrière le Grand Etat-Major. Il y avait des associations de commerçants, disposées à demander

à l'Empereur, avec le Dr Frymann (dont le livre « *Si j'étais l'Empereur* », publié en 1912, fut tiré à 250.000 exemplaires) « une politique active, c'est-à-dire tranquillement agressive ».

C'est que l'industrie allemande, enivrée par la rapidité inouïe de son essor, commençait à sentir cruellement la pointe de l'anxiété. Les milliers de machines où elle avait mis ses capitaux, elle comprenait que leur arrêt serait sa mort. Il lui fallait donc toujours plus de « sphères d'influence », pour lui procurer toujours plus de débouchés pour ses produits et toujours plus de minerais pour ses hauts fourneaux.

De là, la mauvaise humeur qu'éveille en elle la moindre velléité, chez les autres peuples, d'échapper à son emprise. De là, l'insistance avec laquelle elle réclame sa « place au soleil », — entendez le droit de continuer à dominer — et rappelle qu'armée et marine doivent enfin servir à quelque chose.

Avec des citations empruntées aux divers organes de l'industrie allemande, le Ministère de Commerce français a pu faire composer tout un recueil de ce qu'auraient été, si elle avait été victorieuse, *les conditions de paix de l'Allemagne*. Le recueil est édifiant. Un vorace appétit d'annexions, franches ou déguisées, le ferme propos de dépouiller le voisin, pour le maintenir en état de vassalité économique, c'est ce qu'on lit à toutes les pages. Un exemple suffira pour éclairer cet état d'esprit. En mars 1916, après l'échec des troupes allemandes à Verdun, le *Verein* des six grandes associations industrielles et agricoles de l'Allemagne expliquait gravement dans un manifeste, que l'Allemagne ne pouvait, sans une sorte de suicide industriel, laisser Longwy et Verdun à la France ; car toujours de ces places

fortes, la France pouvait menacer le bassin d'où s'extrait la « minette » le minerai « aussi nécessaire à l'industrie de guerre qu'à l'industrie de paix. »

Après un pareil aveu, on devine quelle a pu être, dans la guerre de 1914, la responsabilité de la métallurgie allemande.

Les Intellectuels.

Les intellectuels, du moins les professeurs, les penseurs, les représentants du vieil idéalisme allemand allaient-ils faire frein? Allaient-ils limiter les ambitions dévorantes de la grande industrie allemande ou blâmer la doctrine systématiquement inhumaine du Grand Etat-Major?

Tout au contraire. De la tradition de leurs grands philosophes, des Hegel et des Fichte, les intellectuels d'Outre-Rhin ne retiennent aujourd'hui, pour la plupart, que ce qui peut servir à diviniser l'Etat allemand, la race allemande. Considérant que l'Allemagne, comme disait le professeur Lasson, est « la création politique la plus parfaite que l'histoire ait connue », ils tiennent que les Allemands ont le droit, bien plus, le devoir, comme disait le professeur Ostwald », « d'organiser le monde ». Ils déclarent leur culture étroitement solidaire d'un militarisme dont ils s'enorgueillissent. Et si on leur montre les crimes dont celui-ci jalonne sa marche, — villes incendiées, cathédrales bombardées, populations sans défense assassinées, — ils se contentent de hocher la tête, répétant comme une consigne : « ce n'est pas vrai ».

Pénible spectacle : ces savants pensant par ordre et abdiquant cette liberté de jugement où l'on aimait à voir une de leurs prérogatives pro-

fessionnelles, les Américains diront que c'est la plus grande faillite morale de la guerre.

Le Peuple.

Dans quelle mesure la masse elle-même suivait-elle ces différents Etats-Majors ? On eût voulu espérer qu'elle ferait frein. C'est une vieille tradition française de distinguer entre les « Chaumières » et les « Palais », entre le peuple et les mauvais bergers. De cette distinction on eût aimé pouvoir faire profiter l'Allemagne.

Malheureusement, du côté du peuple allemand aucun signe de résistance, aucun signe d'indépendance n'est venu. Il a laissé toute liberté à ses maîtres pour préparer et pour perpétuer l'agression. Il a emboîté le pas derrière ses Etats-Majors. Attitude qui s'explique sans doute par la combinaison de deux traits qui, vous l'avez cent fois noté, distinguent le mieux les Allemands : une docilité personnelle sans exemple, un orgueil collectif sans limite.

L'Allemand est toujours prêt à se courber devant le représentant, quel qu'il soit, de l'autorité. Il est toujours prêt aussi à se redresser devant le représentant, quel qu'il soit, d'une autre race. Car les autres races, à ses yeux, restent des races inférieures, incapables d'organisation et qui devraient être trop heureuses d'être initiées à la culture. Conviction qui semble partagée, à des degrés différents, par toutes les couches, jusqu'aux plus basses, de la société allemande. C'est un des faits qui étonnaient le plus les voyageurs. C'est un de ceux aussi qui expliquent le mieux, peut-être, l'attitude du peuple allemand devant la guerre.

La partie même de ce peuple qui semblait la mieux organisée pour la critique du gouvernement n'a pas su résister à ce double entraînement de docilité et d'orgueil : la social-démocratie a laissé l'impérialisme mener son jeu. Elle avait été avertie pourtant. Les articles du journal socialiste le *Vorwaerts* prouvent que ses rédacteurs ont clairement compris à quelle catastrophe conduisaient les exigences brutales de l'Autriche, secondée et conseillée, — ils le laissent entendre, — par l'Allemagne. Le journal ne cessait de se plaindre, depuis le 23 juillet, des « mauvais conseils » par lesquels on encourageait l'Autriche à « poursuivre la voie de la provocation la plus sauvage ». Le 30 juillet, il écrivait encore : « En Angleterre, c'est une idée admise que l'empereur allemand, en sa qualité d'allié et de conseiller de l'Autriche, peut, en secouant sa toge, faire sortir de ses plis la paix ou la guerre. L'Angleterre a raison. Au point où nous en sommes, la décision dépend de Guillaume II ». Et pourtant, quand vient l'heure décisive, on oublie ces responsabilités établies. On passe l'éponge. On donne quitus à l'empereur. Le 4 août 1914, par la voix de Haase lisant sa déclaration, le parti socialiste au Reichstag — comme il avait voté, deux ans auparavant, les crédits nécessaires à un formidable accroissement des forces militaires de l'Empire — a voté sans hésitation ni réserves, les crédits nécessaires à l'entrée en guerre. Il a pris ce jour-là, devant l'histoire, sa part du crime.

Ainsi les avertissements que vous nous aviez si souvent fait tenir se trouvaient vérifiés : contre les *appétits* impérialistes, contre les impulsions militaristes, contre le délire de l'orgueil, pas de contrepoids en Allemagne.

Elle apparaît, en août 1914, tout entière res

ponsable du grand carnage: le machiavélisme ou le cynisme de ses chefs a été servi par la passivité de son peuple.

Contre cette coalition de maîtres et de sujets qui prétendent constituer un empire de surhommes, la France tout entière se dresse dans un sursaut d'indignation.

Les Phases de la Bataille

PAR la formidable machine de guerre si bien montée, mise en branle à l'heure choisie, alimentée par toute l'industrie comme par toute la pensée de l'Allemagne, que nous n'ayons pas été écrasés dès l'abord, cela restera pour les historiens un sujet d'admiration.

D'autant que, pour être sûre de régler vite notre compte, avant de se retourner vers la Russie, l'Allemagne ajoutait aussitôt la déloyauté à la brutalité de l'agression. Elle n'hésitait pas, pour nous frapper au point le plus faible, à passer sur le corps de la malheureuse Belgique.

La Belgique envahie.

Crime d'autant plus inexpiable qu'au bas du traité qui garantissait la neutralité belge, l'Allemagne avait mis sa signature. Elle renie cette signature, elle déchire ce papier, et ainsi, en même temps qu'elle écrase la Belgique, elle couche dans la boue et dans le sang la statue de la foi jurée. Elle rend tout traité caduc. Elle tue pour longtemps la confiance des peuples.

Le Dr Muehlon, dans ses confidences, raconte l'impression de stupeur et de désespoir qu'il ressentit en constatant que, dans tous les milieux où il fréquentait alors, il ne trouva pas un seul Allemand pour s'indigner avec lui contre ce monstrueux attentat. « charge effrayante » à

l'actif de l'Allemagne. « Personne n'est enclin à la miséricorde, pas même envers la Belgique ». Personne n'éprouve le moindre remords de l'injustice accomplie. Aujourd'hui, par l'effet moral de la défaite elle-même les yeux des Allemands se sont-ils ouverts ? Leur conscience est-elle devenue plus sensible ? Il faut l'espérer et en attendre les preuves...

Le flot a submergé les héroïques défenseurs de Liège et déferle vers la France.

Il nous faut donc bâtir en hâte une digue. Il nous faut donc changer notre dispositif et ramener à marches forcées vers le Nord des armées qui faisaient face à l'Est, du côté où, s'ils n'avaient pas usé de trahison dès le début, nous devions attendre nos ennemis.

La Retraite et la Victoire de la Marne

Engagée dans ces conditions fâcheuses la bataille de Charleroi nous fut défavorable. La retraite s'imposait. On devine quelle rage et quelles alarmes chez nous. Les Allemands pouvaient croire déjà qu'ils allaient exécuter la première partie de leur plan : régler en un mois, avant de se retourner vers la Russie, le compte de la France.

Orgueil aveugle ! Ils avaient compté sans la faculté de redressement subit dont notre pays a donné tant d'exemples. La bataille de la Marne est pour nous un de ces coups de reins sauveurs.

Von Klück fonçait sur Paris d'un élan massif qui semblait irrésistible. Déjà l'on pouvait croire que la capitale allait revoir les barbares. Pour quelles bacchanales de violence ? Notre cœur frémit encore à cette pensée. Mais von Klück au lieu de continuer sa route en ligne droite, oblique



JOFFRE
Maréchal de France.

vers la gauche. Sans doute, obéissant aux principes traditionnels de l'Etat-Major Allemand, qui veut qu'on détruise les forces combattantes avant de s'arrêter aux villes, il poursuit, pour l'achever, une armée qu'il croyait aux abois ; il s'engage ainsi dans le couloir qui va de Paris à Verdun. Gallieni, qui vient d'être nommé Gouverneur de Paris, voit la faute du général Allemand, la signale à Joffre qui envoie aussitôt Maunoury sur l'Oureq où il a mission de déborder l'aile droite ennemie. Les taxi-autos parisiens, réquisitionnés, lui apporteront des divisions fraîches de renforts.

Le Généralissime a lancé son fameux ordre : « Ne plus regarder en arrière... Se faire tuer plutôt que de reculer... Aucune défaillance ne peut plus être tolérée. » Il n'y eut pas de défaillance. Tout lassés et troublés qu'ils pussent être par une retraite de plus de quinze jours, les soldats, qui ont compris la grandeur de l'enjeu, se redressent au garde-à-vous du Chef, et aucune des armées échelonnées de l'Oureq aux Vosges ne manque à sa mission. Pendant que le général de Castelnau, au Grand-Couronné, garde Nancy inviolée, Sarrail, autour de Verdun, tient tête aux forces doubles du Kronprinz ; Foch, au centre, attire sur lui la garde impériale et, enfin la refoule dans les marais de Saint-Gond. Von Klück inquiet sur son aile droite a dû se retourner. L'incursion hardie des Russes en Prusse orientale retient là-bas des divisions qui auraient pu renforcer son aile droite. Bientôt, il faut qu'il rétrograde et son repli entraîne celui de toutes les armées allemandes de droite à gauche. Elles refont à marches forcées, dans un silence anxieux, le chemin qu'elles faisaient en chantant et criant : « A Paris ! » Nos soldats goûtent la joie enivrante de courir sur les talons de l'envahisseur, et de le

reconduire par les routes où des milliers de bouteilles vides attestent son amour pour les vins de France.

A juste titre, la Victoire de la Marne est célébrée déjà comme un des grands coups d'arrêt qui ont barré la route aux barbares. Elle vaut Marathon arrêtant les Perses, la Bataille des Champs Catalauniques arrêtant les Huns, la bataille de Poitiers arrêtant les Maures. C'est un des triomphes de la Liberté. De ce jour date l'éroulement du plan allemand.

Fini le rêve d'humilier Paris par le défilé triomphal de l'« incomparable » armée gris-vert, pour l'édification du monde ! Envolée l'espérance de régler en quelques semaines, le compte de l'adversaire d'Occident afin de se retourner, les mains libres, vers l'adversaire d'Orient ! Le maître-tout de l'Allemagne, la rapidité — disait M. de Jagow — lui est arraché des mains. Il apparaît que ses calculs étaient faux, ses félonies inutiles et que, même d'un coup brutal déloyalement asséné, elle ne pouvait nous abattre.

Fidèles à leur méthode — qui est aussi de « n'avouer jamais » — les Allemands ont essayé de nier d'abord ce succès de nos armes. Ils ont présenté la bataille de la Marne comme une simple défaite d'avant-garde : les troupes engagées par eux auraient reculé exprès pour nous attirer sur l'Aisne, où le gros de leur armée devait nous écraser. Bel exemple de « manœuvre morale », comme dit le colonel Feyler, destiné à masquer l'action de la manœuvre militaire.

Plus francs aujourd'hui, les Allemands reconnaissent, depuis le colonel Gædke jusqu'à Maximilien Harden, que le 11 septembre 1914 marque le grand revirement qui devait amener l'effondrement du rêve pangermanique.

La Course à la Mer.

Il reste vrai que cette victoire a eu trop vite les ailes brisées.

Notre poursuite s'arrête sur l'Aisne. Notre cavalerie est à bout de souffle, et nos canons à court d'obus. L'ennemi se terre. Les deux armées vont rester face à face.

Un moment, chacun des deux partis conserve l'espoir de tourner l'adversaire. Dans les plaines du Nord, entre la Somme et le Pas-de-Calais, il y a encore des espaces libres. L'ennemi pourrait envelopper notre aile gauche; nous pourrions envelopper son aile droite. De là ce qu'on a appelé « La Course à la Mer » : un effort des deux ailes pour se gagner de vitesse. Grâce à des dispositions rapidement prises — les trains qui transportent nos troupes circulent, sur certaines lignes, à raison de deux cent vingt par jour, — nous arrivons à temps, du moins, pour établir le barrage. Nous aidons l'armée qui revient d'Anvers à faire front à son tour et à préserver de l'invasion le dernier lambeau du sol belge. Des rives de la mer du Nord aux montagnes d'Alsace, deux lignes de fossés vont s'étendre, séparées par la zone de mort. Les fantassins s'y abritent des effets terribles des armes à feu modernes. L'ère des tranchées commence. La guerre prend le caractère d'une gigantesque guerre de siège. La « Forteresse Allemagne » est encerclée, et son armée, dressée cependant pour les irrésistibles offensives, tentera en vain désormais les sorties libératrices.

Elle s'acharne d'abord sur le barrage qui vient d'être établi au Nord. Au magique mot d'ordre : « A Paris ! » Le Kaiser en a substitué un autre : « A Calais ». A Calais, d'où l'on pourra châtier la



Général CURIÈRES DE CASTELNAU.

détestable Angleterre ! Et puisqu'on n'a pu envelopper l'ennemi, on martèlera son front jusqu'à ce qu'il craque. Chocs formidables : il y a des jours où les Anglais malgré leur ténacité, sont prêts de céder ; il y a des points où la situation est si critique qu'un de nos généraux, dit-on, le général Moussy, ramasse tout ce qu'il trouve de non-combattants derrière les lignes, conducteurs, brancardiers, cuistots, et les envoie boucher un trou.

Mais l'armée belge, qui se bat en désespérée, a appelé à son secours les eaux protectrices : sous leur linceul elle est décidée à ensevelir, s'il le faut, pour le préserver de la souillure, ce qui lui reste du sol de la Patrie. A Dixmude, les fusiliers-marins de l'amiral Ronar'ch « s'accrochant à la terre comme aux épaves d'un vaisseau », font des prodiges déjà légendaires. Et Foch, qui collabore étroitement avec French, lui fournit tous les appoints voulus. Vainement donc le commandement allemand multiplie, inexorable, les colonnes d'assaut. La fleur de la jeunesse allemande sera fauchée là. Coude à coude, chantant des hymnes pour se donner du cœur, les jeunes soldats, bien encadrés, marchent pesamment vers nos lignes. Notre 75 en couche des milliers à terre. Calais, comme Paris, reste hors d'atteinte.

Vers l'Orient.

L'expérience pourra se renouveler. La démonstration est faite. L'armée allemande, sur notre front, est fixée. Et certes, se retournant vers l'Est, elle gagnera encore de l'espace. Hindenburg trouvera moyen de contraindre à la retraite les troupes russes, qui manquent d'obus et même de fusils ; Mackensen prendra sur les Serbes la

revanche des Autrichiens qui, entrés en Serbie, avaient été si brillamment reconduits à la frontière, il écrase le pays sous ses gros canons. Et plus tard la Roumanie presque tout entière aura le même sort que la Serbie...

Mais d'abord, même de ce côté, l'élan allemand est contenu. Si nous ne sommes pas arrivés à temps pour sauver le territoire de la Serbie, nous recueillons tout ce nous pouvons de son armée, impatiente de le reconquérir.

Et, en réussissant à nous maintenir à Salonique, nous inquiétons le flanc des armées impériales, nous empêchons l'Allemagne de bâtir tranquillement le pont colossal qui hante ses rêves, entre l'Europe centrale et l'Orient. Le rôle décisif que les armées alliées massées en face des Bulgares réussissent enfin à jouer dans l'automne de 1918 prouve à quel point on eut raison, en dépit de tant de difficultés, de « s'entêter » à Salonique.

L'Allemagne se rend compte, d'ailleurs, qu'elle ne peut obtenir de décision que sur notre front, et qu'elle n'aura rien gagné définitivement tant qu'elle n'aura pas mis hors de cause le « principal ennemi » qu'elle voulait terrasser dès l'abord.

Verdun.

De là les retours offensifs qu'elle multiplie contre nous. Vous connaissez le plus célèbre, l'attaque de Verdun. Après Paris, après Calais, c'est Verdun qu'on veut prendre, Verdun que les Allemands ont jadis occupé deux fois, où Gœthe a logé pendant sa fameuse campagne de 1792, Verdun qui forme un saillant dans nos lignes et qui peut toujours être pour nos armées une porte de sortie, Verdun qui commande la route de

Reims à Metz, « Verdun cœur de la France », dit le Kronprinz qui aimerait à redorer sa gloire devant la vieille citadelle.

Pour assurer son succès, — ce devait être « la dernière offensive contre la France », disait à son XV^e Corps le général Daimling, — on avait concentré les meilleures troupes, près de 500.000 hommes, et un matériel énorme ; on avait ramené de partout les canons géants, dont quelques-uns lancent des blocs d'acier de 600 kilogrammes. Et l'assaut monstre est si bien préparé que, les premiers jours, il paraît irrésistible. Nos lignes de défenses sont enlevées. Eux-mêmes, les héroïques chasseurs de Driant sont débordés au bois des Caures. Les Allemands arrivent aux zones où il n'y a plus de tranchées préparées. Un poste de Brandebourgeois se faufile jusque dans le fort de Douaumont, « pierre angulaire de la défense ». La citadelle de Verdun est dominée. Va-t-elle donc tomber à son tour ?

Mais la division de fer est arrivée et, dès son premier bond, reprend du terrain. Derrière elle, divisions sur divisions sont amenées en automobiles. Pétain, méthodiquement, les fait donner et les remplace au moment voulu. « Il faut vivre ici comme sous un marteau-pilon », a dit un de ces soldats. Les tranchées, sous l'intensité de l'arrosage, ont presque disparu. Par endroits, la terre forme des vagues et semble une mer figée. On rampe d'entonnoir en entonnoir. Il n'importe. On tient. On répète sur l'air des lampions : « Passeront pas, passeront pas ! »

Et ils n'ont pas passé. Et tout le terrain qu'ils avaient gagné — au prix de quelles pertes — nous le reconquérons. Nous les reconduisons à leurs parallèles de départ.

Le soldat de la République s'est acquis là une



PÉTAÏN
Maréchal de France.

gloire incomparable. Dans bien des pays du monde, en 1916, quand le nom de Verdun est prononcé, les foules se lèvent pour témoigner une admiration respectueuse. « C'est sur nos drapeaux, non sur ceux du Kronprinz, que la victoire est venue s'inscrire, » pouvait dire avec fierté M. Briand, président du Conseil. Et dans les ruines de la Cité-Symbole, le ministre anglais Lloyd George prononcera ces paroles mémorables :

« La mémoire de la victorieuse résistance de Verdun sera immortelle, car Verdun a sauvé non seulement la France, mais le sort de la grande cause qui nous est commune, à nous et à l'humanité ! Je suis ému de marcher sur ce sol sacré et je ne puis garder cette émotion pour moi-même seulement. Je vous apporte le témoignage et l'admiration de mon pays, de ce grand empire que je représente ici. Ils s'inclinent avec moi devant votre sacrifice et votre gloire.

« Une fois encore, pour la défense des grandes causes, où notre avenir est lié, le genre humain se tourne vers la France. »

Les Allemands affirmeront, après coup, qu'ils voulaient non pas tant prendre Verdun et percer notre front qu'attirer dans ce saillant, pour les user méthodiquement, toutes nos forces disponibles et nous empêcher ainsi de prendre l'offensive au printemps. La bataille de la Somme fut la réponse.

Les Offensives françaises.

Il arrive à un commandement avisé de ne pas gagner une bataille où elle a été livrée. Verdun ne fut pas seulement sauvé à Verdun, mais sur la Somme.

Durant la longue bataille autour des forts de la vieille citadelle, l'armée anglaise avait eu le

temps, dans le Nord, d'achever ses préparatifs et de terminer son organisation. Elle pouvait, en liaison avec nos troupes, participer à une large offensive contre l'armée du Kronprinz de Bavière. Le 1^{er} juillet 1916 commençait la bataille de la Somme. Jamais encore on ne s'était attaqué sur un front aussi large aux organisations, depuis longtemps préparées, de l'ennemi. Ses défenses étaient formidables; elles furent tenues avec acharnement et rendirent impossible toute percée. Mais l'effet cherché n'en fut pas moins obtenu. Les Allemands étaient contraints de ramener des troupes de Verdun et la défaite infligée au prince Ruprecht de Bavière devait bientôt porter des conséquences considérables. Les Anglais, sous un bombardement terrible, avaient enlevé une dizaine de villages fortifiés sur la route de Bapaume. De leur côté, les troupes françaises étaient parvenues jusqu'aux faubourgs de Péronne. Les 25 et 26 septembre, Comblès, centre de la résistance allemande, était enlevé. Toute la ligne ne devait pas tarder à céder et, quelques mois après, le 17 mars 1917, renonçant à résister sur la Somme, toute l'armée allemande, par un brusque repli, se retirait sur la fameuse ligne Hindenburg. La bataille de la Somme avait ainsi libéré, avec Verdun, 2.400 kilomètres carrés et les ruines de Bapaume, Péronne, Chaulnes, Lassigny, Roye, Ham, Chauny, Tergnier.

Mais la bataille de la Somme devait avoir aussi d'autres résultats pour la pratique de la guerre. Déjà elle avait été conduite selon des méthodes nouvelles. On y avait fait beaucoup plus grande la place de l'artillerie. C'était à l'artillerie, usant de tous les calibres, de préparer les voies à l'infanterie, qui, devait s'avancer lentement, sous la protection des barrages, sur un terrain

nivelé par l'écrasement des défenses ennemies. La méthode était bonne, mais incomplète encore, et la progression s'était arrêtée, parcequ'il avait été impossible à l'artillerie d'atteindre jusqu'aux dernières lignes des organisations allemandes.

Dès lors, la tâche du commandement et des Etats-Majors français devait être de perfectionner encore ces méthodes d'attaque et de préparer de nouvelles offensives.

Lorsque Hindenburg avait accompli sa retraite stratégique, il s'était dérobé à la puissante attaque préparée contre lui. Il fallut la déplacer et la monter ailleurs, tandis que les Anglais exécutaient une série d'opérations heureuses, entre Saint-Quentin et Cambrai. Le 16 avril 1917, une armée attaquait, dans la vallée de l'Aisne et en Champagne, sur un front de 80 kilomètres. Son premier objectif, entre Soissons et Reims, était le plateau de Craonne et le Chemin des Dames. Peut-être en cas de succès, pousserait-on jusqu'à Laon. Le 4 mai, la première partie du programme était réalisée. Mais il fallut s'arrêter sur ce demi-succès. Du moins, ce que nous avions enlevé, nous devions le garder, malgré les contre-attaques des Allemands, qui s'épuisèrent en vain pendant cinq mois contre nos nouvelles positions.

Telle était la situation militaire à la fin de 1917.

Le général Pétain avait pris le commandement en chef. Le vainqueur de Verdun était avant tout l'ami du soldat. Quelle que soit la gloire que lui aient acquise ses remarquables capacités de stratège et de technicien militaire, le meilleur de sa tâche aura peut-être été tout ce qu'il a entrepris et réussi pour maintenir au plus haut le moral de ses troupes. La guerre s'éternisait. La longueur du temps pesait plus que la dureté de la guerre. La victoire était certaine, mais si loin-



FOCH,
Maréchal de France.

taine. Il fallait surtout que le soldat se sentit aimé, protégé, qu'il eût confiance dans les méthodes nouvelles, dans le matériel qui chaque jour se transformait et se multipliait autour de lui. Grâce à la sollicitude du général en chef l'armée française, après ses offensives d'essai, n'avait jamais été plus forte, moralement, et matériellement.

Ainsi s'ouvrait l'année 1918, qui devait réserver au monde tant de surprises.

Les Offensives allemandes de 1918.

Deux événements ont décidé des prodigieuses péripéties de la victoire : la défection russe, qui a provoqué les offensives allemandes, et l'aide américaine qui a rendu possible la contre-offensive alliée.

juin L'armée russe, au mois de septembre 1914, avait effrayé Berlin et provoqué un prélèvement de trois corps sur le front de la Marne. A deux reprises différentes, sous le grand-duc Nicolas, puis sous le général Broussilof, elle avait atteint les Carpathes et menacé de ruine l'Autriche. Son rôle avait donc été considérable. Les conséquences de sa désorganisation ne pouvaient l'être moins. Dès que, renversant le ministre Kerenski, Lénine et Trotzky parvenaient au pouvoir, l'Allemagne se trouvait en fait libérée de la guerre sur le front Oriental. La Roumanie, isolée, ne pouvait plus tenir et le 3 mars 1918, la paix honteuse de Brest-Litowsk rendait à l'Allemagne toutes les folles espérances de 1914.

Elle récupérait un million d'hommes, un matériel considérable. Ces troupes étaient aguerries, ce matériel éprouvé. A leur traversée de l'Allemagne, ces soldats étaient réentraînés, rééquipés,

ce matériel complété. N'ayant plus qu'un ennemi et disposant de toutes ses ressources, l'Etat-Major allemand avait un plan simple et clair : se jeter à la jointure des armées franco-britanniques, briser cette soudure, pousser les Anglais dans la mer, les Français sur Paris et, du même coup, enlever enfin Paris, anéantir la France avant même que les Américains aient eu le temps d'équiper leurs soldats. Et ce plan, en 1918 comme en 1914, fut bien près de réussir.

L'armée allemande possède environ 40 divisions de plus que les armées alliées. Le 21 mars, dans le brouillard, sur un front de 80 kilomètres, entre Somme et Oise, von Hutier attaque les Anglais. C'est un million d'hommes qui se rue dans un élan fanatique ; la 5^e Armée britannique est bousculée, Bapaume, Péronne, Montdidier, Noyon, tombent. Les Allemands prennent du matériel, des hommes, avancent de 60 kilomètres... Amiens est menacé, la route de Paris ouverte ; le rêve allemand va-t-il enfin s'accomplir ? Non. Au Nord, la 3^e Armée britannique, le général Byng, a opposé à l'ennemi une résistance acharnée, lui infligeant de grosses pertes, et, au Sud, dans le trou béant, voici que les Français interviennent : d'abord, dans la trouée de Noyon, le corps du général Pelée, puis l'armée du général Humbert ; puis, plus au Nord, arrive de l'Est le général Debeney, qui n'a pas encore d'armée et qu'on voit seul, en attendant ses troupes, se promener sur le champ de bataille. Ce sont aussi des vols d'avions que le général Pétain a employés comme des troupes aériennes pour remplacer les autres. Ainsi le commandement a accompli des prodiges de sang-froid et de décision, les Etats-Majors de vitesse et d'habileté, les soldats d'héroïsme. Une fois de plus, les

Allemands ne passeront pas. Ils le sentent et tentent seulement d'achever l'armée britannique, si fortement ébranlée : ils attaquent au Nord, à Armentières et aux Monts de Flandre. Là encore surgissent des divisions françaises.

Ainsi Ludendorff, malgré l'apparence, n'a essuyé qu'un échec : il n'a pris ni Paris, ni Amiens, ni Calais. Il n'a pas séparé l'armée britannique de l'armée française. Il a fait accomplir, au contraire, du côté des Alliés, un grand progrès. M. Clemenceau, le président du Conseil des ministres français, au cours des journées atroces, a incarné l'implacable énergie de la nation. Il est resté au milieu des généraux et des troupes combattantes. Son tranquille courage de vieillard qui ne veut pas mourir sans avoir vaincu a partout rayonné. Il a été, en ces quelques heures, l'instrument de notre destin. Il s'est entendu avec Lloyd George et tous deux ont décidé l'unité de commandement. Dans un conseil mémorable, le général Foch a été choisi pour exercer ce commandement : de ce jour l'histoire de l'humanité était fixée.

Cependant la situation de l'armée française restait fort difficile ; pour porter secours à l'armée britannique, elle avait été obligée de s'étendre sur un front démesuré, soutenu par de maigres réserves. Plus de 500 kilomètres de notre ancien front s'offrent ainsi, de l'Oise à la Suisse, au choc des masses allemandes. Le 27 mai, ces masses se jettent sur le Chemin des Dames, traversent l'Aisne, la Vesle, l'Ourcq, parviennent à Dormans-sur-Marne, à Château-Thierry, aux lisières de la forêt de Villers-Cotterets, à 70 kilomètres de Paris, presque aussi près qu'en 1914. Des obus continuent de tomber sur Paris. Cette fois-ci, enfin, la France n'est-elle pas perdue... ? Décimée,



Général GOURAUD.

démoralisée, l'armée du nouveau généralissime attend-elle autre chose que le coup de grâce?

Personne, en Allemagne, n'en doute plus. La presse ricane sur les ruines de Paris et nous invite à implorer « un second miracle de la Marne ». Le Kaiser redevenu grandiloquent, déclare combattre « pour le triomphe de la conception prussienne, allemande, et germanique du monde », l'heure est venue de l'offensive suprême, de l'offensive de la paix, *Friedenssturm*. Le Kronprinz va lancer une armée sur le front de Champagne, couper en deux les armées françaises, tandis qu'une seconde armée de choc se rabattra sur Paris. Le 15 juillet 1918, au matin, du haut d'un observatoire, l'Empereur donne le signal de la bataille; c'est le dernier qu'il donnera.

La Victoire.

Les jours non pas de gloire, car là gloire a depuis longtemps sacré nos armées, mais les jours de victoire sont arrivés. Trois causes, au moment même où le sort du monde semblait en suspens, vont contribuer à précipiter le triomphe.

D'abord le commandement unique a porté ses fruits. Non seulement le maréchal Foch a repris en main, avec l'armée française intacte, l'armée britannique refaite et renforcée de plus de 300.000 hommes, mais il est le maître d'exécuter une conception stratégique dont chaque événement sera désormais la réalisation exacte. Sa volonté règle la bataille des peuples.

En second lieu, l'immense effort de l'industrie française, depuis quatre ans, vient d'atteindre le plein de son rendement. Toutes les commandes ont été exécutées. Les engins les plus nouveaux, dans l'aviation ou l'artillerie, ont été livrés. La



Général MANGIN.

dernière trouvaille de la guerre, les chars d'assaut, peuvent intervenir. On en a mis au point, non seulement le dispositif, mais la tactique. La surprise et la terreur qu'il sèmeront dans les tranchées écrasées en décupleront les effets.

Enfin depuis que le général Pershing, en un geste magnifique, est venu spontanément offrir son armée au Généralissime franco-britannique, l'Amérique tout entière, ayant vu le danger, s'est mise à l'œuvre. Ses soldats débarquent par centaines de mille qui tout de suite viennent s'engager dans la bataille. Bientôt ils constitueront une armée indépendante. La marine britannique pour hâter ces transports de troupe, a offert un tonnage de 300.000 tonnes. A mesure que l'armée allemande s'épuise, l'armée alliée se fortifie.

On imagine donc le spectacle que, du haut de son orgueilleux observatoire, l'Empereur allemand a pu contempler. Ses divisions d'élite, qui devaient tout emporter, fondent sous le feu qui les accueille. Par une tactique employée pour la première fois, l'armée de Champagne, sur l'ordre du général Gouraud, s'est repliée devant elles, afin d'échapper aux tirs de destruction de l'artillerie, ne laissant dans les premières lignes que des mitrailleuses. Sur la droite, la chance paraît plus favorable d'abord; la Marne est franchie près de Dormans, Epernay menacé. Éphémère et dernier succès...! Le 18 juillet 1918, sur le flanc de la poche ainsi creusée le maréchal Foch lance les armées Mangin et Degoutte. Premier temps de la manœuvre décisive qui, en quelques mois, va réduire l'Allemagne et ses alliés à la capitulation.

D'abord c'est le saillant de Château-Thierry qui est réduit, puis celui de Montidier et Compiègne;

on
grand ?
M
L'ent
M.

cependant que les armées franco-britanniques victorieuses rejettent, dans le Nord, les Allemands sur la ligne Hindenburg et déjà l'entament. La contre-offensive est terminée. Une offensive générale commence de la mer à la Meuse. Dans un déjeuner intime à son quartier général, le maréchal Foch le jour où il reçut son bâton, avait dit : « Je ne leur laisserai pas un instant de repos ! » C'est ainsi qu'il a gagné la guerre, par un harcèlement ininterrompu et multiple des armées allemandes, brusquement précipitées de leurs rêves et dégrisées de leur fanatique orgueil. Les Américains prennent Saint-Mihiel, les Français et les Anglais achèvent de crever la ligne Hindenburg et, sur tout le front, les coups se répètent et se déplacent : offensive franco-américaine de Champagne et d'Argonne, offensive franco-britannique, dirigée par les généraux Debeney et Humbert, en Artois et sur l'Oise, offensive des armées de Belgique à laquelle prennent part tous les Alliés : Belges, Français, Britanniques, Américains. C'est la déroute : dans le Nord les Allemands abandonnent Douai, Lens, Lille, Tourcoing, Roubaix, Valenciennes, Ostende, Bruges, Gand. La forteresse centrale de leur système de défense, le massif de Laon est tourné et enlevé. L'Argonne est débordée, la ligne Hunding enfoncée comme la ligne Hindenburg, nos armées en marche délivrent Maubeuge, Hirson, Mézières. Elles ont libéré presque tout le sol de la France et la retraite allemande se précipite sur des routes menacées. Il ne lui reste plus qu'à être enveloppée. Une armée franco-américaine de 600.000 hommes se concentre le long de la Meuse et va la descendre. Là se trouvent nos plus belles troupes, nos meilleurs généraux. Le coup de grâce, que le 15 juillet l'Empereur allemand

croyait porter à l'armée Foch, c'est la sienne qui est sur le point de le recevoir. Il n'y a plus qu'à tomber à genoux, à sauver ce qui peut être sauvé. Le 11 novembre, à 11 heures du matin par un ciel clair le canon tonnait sur Paris : c'était cette fois-ci, le canon de la victoire. Pour éviter le désastre l'Etat-Major allemand a signé la défaite, et vous avez vu refluer le flot qui devait submerger le monde. Ce n'était pas, comme à Sedan, une armée assiégée, mais une nation entière qui capitulait, livrant son matériel, ses canons, ses avions, ses convois, ses chemins de fer, les ponts du Rhin, et les bateaux abrités dans ses ports.

Les Causes de la Victoire

Nos Alliances.

DE cette victoire décisive, il nous faut faire honneur, d'abord, à nos alliances. Sans le concours des nations, petites et grandes, qui se sont ralliées autour de nous contre l'impérialisme allemand, il est trop clair qu'à nous seuls nous n'aurions pas suffi à briser la monstrueuse machine de guerre qu'il avait si soigneusement montée. Nous avons pu, aidés par la résistance des Belges et le débarquement du corps expéditionnaire anglais, arrêter le premier élan des armées d'invasion. Nous avons mis, sans compter, toutes nos forces en travers de leur route. Et ainsi la France a fait d'abord comme un rempart de son corps à la liberté du monde. Ses armées ont longtemps été, disait M. Painlevé, les troupes de couverture de la civilisation.

Pendant qu'elle « tenait » ainsi, des réserves inépuisables s'amassaient derrière elle. Des armées se formaient, s'instruisaient, s'équipaient. Et des nations qui pouvaient se croire gardées de toute guerre européenne par leur ceinture de mer s'improvisaient guerrières, pour venir jeter dans la balance le poids décisif de leur épée.

Admirable spectacle que cette concentration, autour de la France attaquée, de tant de peuples proches ou lointains. Il confirme que notre cause

se confond avec celle de la justice universelle, et que l'organisation allemande apparaît comme une permanente menace pour quiconque veut rester libre.

La Grande-Bretagne.

Si nous avons gagné la guerre, c'est grâce à la flotte britannique.

Sans doute, au début des hostilités, on s'est un peu trop hâté d'escompter les effets d'un blocus qui devait, en quelques mois, réduire l'Allemagne à la famine. Il a fallu du temps, comme pour le reste, mais cette lenteur de l'effet ne doit pas nous faire oublier la cause. Ce blocus a conduit l'Allemagne au crime de la guerre sous-marine d'abord, puis, après ce crime aussi inutile qu'odieux, à la révolution.

Or, ce blocus, qui l'a maintenu sans une minute de défaillance pendant quatre années et demi ? La flotte britannique, aidée de la flotte française.

Grâce à cette police des mers assurée par la marine militaire de la Grande-Bretagne, la première flotte marchande du monde a pu transporter plus de 20 millions d'hommes, 15 millions d'animaux, 25 millions de tonnes de matériel de guerre.

A cet effort naval, la Grande-Bretagne a joint un effort militaire sans précédent dans son histoire. Au lendemain de la violation criminelle de la Belgique qui engageait son honneur, l'Angleterre, sur une chétive armée de 300.000 hommes, en prélevait 80.000 qu'elle expédiait sur notre terre ; ce fut le petit corps du maréchal French, qui fit la retraite avec nous et, avec nous, gagna la bataille de la Marne. Mais quel chemin parcouru, depuis cette « méprisable



LLOYD GEORGE.

petite armée », pour parvenir aux magnifiques armées qui, sous les ordres du maréchal Douglas Haig, ont porté si souvent aux Allemands des coups irréparables : 7 millions d'hommes en kaki, 5 millions d'hommes et de femmes dans les usines de guerre !

Songez-y bien pourtant, Alsaciens et Lorrains, vous que nos amis ont voulu délivrer d'un cœur aussi unanime que si vous aviez été leurs propres compatriotes. Ceux qui vous raconteront l'histoire de la Grande-Bretagne en guerre par les exploits de ses flottes, la gloire de ses armées, par leurs effectifs et leurs canons, ceux qui décriront ses usines, ses arsenaux, ses ports, et qui tenteront l'étonnant tableau de sa puissance improvisée, négligeront encore ce qu'elle aura produit de plus prodigieux et de plus beau : l'effort moral qui a rendu possible et fécond ce gigantesque effort matériel. La Grande-Bretagne, en 1914, n'était liée à la France par aucun traité ; nulle convention qui l'engageât à quoi que ce fût d'autre que de couvrir nos ports de la Manche. Jamais elle ne s'était crue en meilleurs termes avec l'Allemagne, qui n'avait cessé de la flatter pour gagner le temps d'achever une flotte. Son peuple entier, ses ouvriers aux gros salaires, ses armateurs, ses industriels, ses financiers, son personnel politique, son Gouvernement étaient unanimes, malgré quelques prophètes inécoutés, à considérer la guerre comme une chose si horrible et si vaine qu'on ne pouvait seulement en supporter l'idée. M. Lloyd George lui-même n'avait cessé, comme Ministre des Finances, de combattre tous les crédits destinés à une préparation quelconque de la guerre. Que s'est-il donc passé chez ce peuple, d'abord à l'appel du vieux soldat de l'Empire et de la tradition,

Lord Kitchener, puis à la voix enflammée du jeune orateur populaire du Pays de Galles, devenu, comme M. Clémenceau en France, l'âme même de sa Patrie ? Une révolution de conscience. L'Angleterre libérale a vu la liberté en péril et l'Angleterre pacifique, l'Angleterre puritaine s'est levée tout entière pour une guerre sainte à la guerre !

L'Italie.

Déjà en se déclarant neutre dès le début de la guerre, l'Italie rendait à notre cause un immense service. Non seulement elle nous permettait de dégarnir notre frontière des Alpes et libérait des divisions qui arrivèrent à point nommé sur la Marne ; mais encore en rompant avec la Triple, elle dénonçait au monde, à sa manière, la volonté d'annexion dont ses alliés de la veille étaient animés. La Triple Alliance, M. Salandra le rappelait justement, devait être avant tout un pacte défensif et conservateur. L'Italie ne pouvait en particulier tolérer que l'Autriche, l'ennemie d'hier qui pouvait toujours redevenir l'ennemie de demain, étendît son empire vers le sud de la Péninsule balkanique. En exécutant brusquement, en août 1914, le projet dont elle s'était ouvert à M. Giolitti lui-même un an auparavant, en se précipitant sur la Serbie, l'Autriche elle-même déchirait un pacte qui fut d'ailleurs un des paradoxes de l'histoire, et rendait sa liberté à l'Italie.

Mais s'en tenir devant un si grand débat à une attitude toute passive, ce n'eût pas été seulement mentir au vieux sang romain, c'eût été renoncer pour longtemps aux ambitions les plus légitimes. C'eût été manquer l'occasion de restitutions trop longtemps attendues. « Trente et

Trieste », le vieux cri de l'irrédentisme fit bondir de nouveau les cœurs italiens. Animés par la voix du grand poète national, stimulés par l'exemple des fils du libérateur reconstituant une légion garibaldienne, le peuple lui-même comprit l'enjeu du drame. Il s'agissait de choisir entre la servitude de tous sous le joug germanique, ou la libre expansion des peuples égaux entre eux. La meilleure Italie opta pour le danger, puisque le danger était la route de la liberté.

Route singulièrement âpre et dure, puisqu'elle avait à surmonter la barrière de cimes dont l'Autriche avait su garder les plus hautes.

Le succès final, après bien des traverses, a donné raison à ceux qui firent cet acte de foi et d'espérance. M. Wilson, parlant à Milan, a pu se réjouir hautement de compter les héritiers de l'empire romain au nombre des plus ardents champions de l'indépendance des peuples.

Mais que l'Amérique elle-même, après l'Angleterre et l'Italie, soit entrée dans la guerre n'est-ce pas là le fait le plus étonnant, le plus merveilleux de ces quatre dernières années ?

L'Amérique.

Ce n'est pas seulement sur le continent de la vieille Europe que l'Allemagne éveille des inquiétudes et groupe contre elle les résistances. Elle trouve moyen d'aller chercher des ennemis au delà des mers. Par la tactique dénuée de tout scrupule qu'elle se croit en droit d'employer, elle entraîne dans la guerre de grands peuples qui ne demandaient qu'à en rester éloignés.

Tout semblait conspirer pour retenir les États-Unis à l'écart du grand carnage. Non pas seule-



W. Wilson

Woodrow WILSON.
Président de la République Américaine.

ment la largeur de l'Océan, ou la diversité des races qui se concentrent chez eux, mais plus d'une tradition chère au tempérament des Américains. Puritains, pacifistes, hommes d'affaires réalistes, hommes politiques attachés aux principes de Monroë, tous ne semblaient-ils pas devoir s'entendre pour s'abstenir ?

Mais l'Allemagne s'est chargée de leur ouvrir les yeux à tous. Des crimes du militarisme allemand, ils n'eurent pas seulement la lointaine nouvelle. L'orgueilleuse brutalité de nos ennemis vint les frapper jusque chez eux. Non seulement, en dépit des avertissements solennels du grand juriste qu'était le président des Etats-Unis, l'Allemagne persistait à réclamer pour ses sous-marins le droit d'envoyer n'importe qui au fond de la mer ; mais elle confiait à ses « diplomates » le soin d'incendier des usines ou de fomenter des grèves en terre américaine. L'« homme de la rue » vérifia dès lors que les méthodes allemandes menaçaient, non point seulement la paix de la vieille Europe, mais l'indépendance, l'intégrité, la dignité de la jeune Amérique. A l'amour qu'il éprouvait déjà pour la République française, héroïque dans sa résistance, s'ajoute une sorte d'horreurs sacrées pour une autocratie inhumaine.

Et c'est ainsi que l'Amérique partit en croisade contre la puissance que M. Wilson appelait « l'ennemi naturel de la Liberté. »

Elle mit dès lors sans compter, au service de l'Entente, ses ressources inépuisables, et sa capacité de réalisation rapide. En trois mois, au début de 1918, elle nous a fait tenir en essence, plus de 200.000 tonnes, en acier, de quoi fabriquer 100.000 000 d'obus de 75 ; en blé de quoi nourrir 11 millions de français pendant un an. Pour remplacer le tonnage coulé, elle arrivait

- F

en août 1918 à livrer 500.000 tonnes brutes par mois.

Mais le plus extraordinaire peut-être, de cette improvisation « colossale » ce fut l'armée elle-même. Une nation qui n'avait guère plus de 200.000 hommes sous les armes, a trouvé moyen, en quelques mois, d'en mobiliser, équiper et instruire plus de 2 millions. 1.250.000 étaient déjà passés en France en août 1918. L'État-Major allemand, se plaisait à évaluer à 300.000 le nombre des Américains débarqués. C'est 300.000 par mois qu'il fallait dire. Les fidèles de l'État-Major allemand ont pu mesurer à leurs dépens de quoi, une armée de citoyens est capable.

Les Peuples libres.

Autour des grandes puissances ainsi mobilisées, tous les peuples qui veulent garder ou retrouver leur indépendance se sont groupés ; ils ont suivi l'exemple de l'héroïque Belgique ; ils ont redoublé d'efforts et rivalisé de sacrifices. Les Serbes, si éprouvés par la plus douloureuse des retraites, les Serbes, avec leur armée reconstituée contre toute espérance ont eu la suprême récompense de reconquérir leur pays martyrisé. Leurs frères Yougo-Slaves leur ont donné, au milieu même de l'armée où leurs ennemis communs les avaient incorporés de force, le plus précieux des concours. Les Tchéco-Slovaques, échappés au joug austro-hongrois, ont constitué une légion héroïque qui a fait vivre leur nation au milieu des Alliés avant même qu'elle pût se donner chez elle une constitution libre. Les Grecs délivrés d'un roi félon, trop confiant en l'État-Major invincible de son beau-frère, nous ont courageusement aidé à refouler le Bulgare.

« Y a-t-il un avenir pour les petites nations ? Ont-elle droit à l'existence ? » C'était la question que posait von Jagow en 1913. A cette insolente question les faits ont répondu. De petites nations, grandes par le cœur, ont une fois de plus prouvé leur droit à l'indépendance par leur capacité de résistance. Groupées autour des grandes nations libérales elles nous ont aidé à abattre les empires mégalomanes, elles nous aideront demain à maintenir la paix juste qui, sans souci des dimensions des peuples, respecte et fait respecter leurs libertés égales.

LA PART DE LA FRANCE

L'Organisation militaire.

LA France attaquée s'est jetée dans la guerre à l'improviste, son esprit de sacrifice a sauvé la liberté des nations. Mais cette gloire militaire, que le monde proclame et salue, était dans ses traditions ; la vaillance de nos troupes n'a surpris personne : où la surprise a commencé, c'est quand on a vu la France, non pas seulement se battre, mais travailler et produire, organiser son travail et sa production, organiser le travail et la production de ses Alliés.

Dans la première bataille de la Marne nous n'avions guère à opposer, à la machinerie, que le soldat.

Essayez, en effet, de vous représenter, en 1914, la marche du gros des troupes allemandes dans la Belgique dévastée, puis après Charleroi, la poursuite en terre française ! Ce n'est pas seulement toute l'armée — active et réserve — d'une nation populeuse, mais le plus colossal outillage de mort qu'ait pu réaliser, à



Clemenceau

Georges CLEMENCEAU,
Président du Conseil, Ministre de la Guerre.

coups de milliards, un demi-siècle d'effort industriel : infanterie surabondamment fournie de mitrailleuses, de projecteurs, d'artifices ; génie, pourvu de tous les engins possibles de destruction et de construction ; cavalerie, auto-mitrailleuses, auto-canon pour les reconnaissances et engagements d'avant-garde ; artillerie, hippomobile ou automobile, comprenant tout les calibres et tirant à toutes les distances ; aviation, possédant tous les organes de stationnement ou de déplacement ; aérostation, comprenant des ballons d'observation et des dirigeables pour reconnaissance.

Si la France a perdu la bataille de Charleroi, c'est qu'elle a été surprise par le matériel allemand. Si l'Allemagne a perdu la bataille de la Marne, c'est qu'elle a été surprise par le soldat français. La matière n'a pas triomphé de l'esprit, la machinerie de l'homme, tel est le sens de cette victoire. Le coup industriel est manqué.

Mais, si nous avions repoussé l'Allemagne par la vaillance de l'armée, il restait à la vaincre par la supériorité de l'outillage militaire. Cette organisation industrielle et technique de l'armée française est moins connue que ses exploits : elle ne mérite pas moins de l'être.

L'Outillage de la guerre : 1914-1918.

En 1914, aux 50.000 mitrailleuses allemandes, la France pouvait en opposer 2.500 et, contre la masse d'artillerie lourde qui avait labouré la terre nationale, elle pouvait à peine mettre en ligne 300 pièces lourdes. Parfois les fusils avaient manqué et notre 75, le premier vainqueur, n'avait pas toujours eu sa ration d'obus. La Marne,

en exaltant l'armée, avait épuisé ses ressources. Tel était le point de départ.

Dès 1917, contre 100 mitrailleuses en 1914, (nous ne pouvons donner que des proportions), nous en possédons 7.000; contre 100 fusils, 29.000; contre 7.500 obus de 75, 225.000; contre 200 obus de 155, 40.000. De plus, étant donné le développement et la création de l'artillerie sur voie ferrée et de l'artillerie à grande puissance, il n'y a pas à considérer seulement le nombre des projectiles, mais leurs poids et la masse de métal employé. Les 300 pièces lourdes du début se sont multipliées par 20. Nous pouvons mettre un canon par 25 mètres de front, et même, en tenant compte de l'artillerie complètement nouvelle de tranchée, par 8 mètres de front. Alors que nous nous étions battus avec le seul 75, nous avons, dans nos dernières offensives, lancé sur les tranchées allemandes, par mètre linéaire :

470 kilos pour l'artillerie de campagne.

203 kilos pour l'artillerie lourde.

123 kilos pour l'artillerie à grande portée.

Soit un total d'environ 1.500 kilos.

Tel est le point d'arrivée.

Artillerie d'Assaut.

Dans la guerre d'aujourd'hui il n'a pas suffi pourtant de mettre au point et de perfectionner, il a fallu créer.

Ce sont les Français qui, après avoir conçu et fabriqué concurremment avec leurs alliés les Anglais les chars d'assaut au type lourd, ont conçu et fabriqué les premiers chars légers, destinés à combattre intimement avec l'infanterie; après avoir fait leur apparition sur les champs de bataille le 1^{er} juin dans une contre-attaque

française aux environs de Soissons, ils ont pris une part sans cesse croissante aux opérations qui ont eu lieu; l'infanterie ne s'en passe plus.

Aviation.

Pour l'aviation, les progrès ne sont pas moins saisissants dans le perfectionnement du matériel que dans l'accroissement du personnel.

En tenant compte des réserves, des écoles, etc., le nombre d'avions est à la fin de la guerre 40 à 50 fois plus grand qu'il ne l'était au début.

Tous peuvent monter à 4.500 mètres, beaucoup à 7.000 mètres. Leur vitesse ascensionnelle est devenue considérable: aucun ne met plus de quinze minutes pour monter à 2.000 mètres.

La France n'a pas seulement multiplier les avions de chasse, de bombardement, de réglage; elle a encore eu l'idée la première d'accompagner les attaques de l'infanterie par des avions spécialisés volant à basse altitude, signalant à chaque instant par télégraphie sans fil les emplacements occupés par nos troupes, leurs besoins, les difficultés qu'elles rencontrent, guidant et réglant le tir de l'artillerie, renseignant le commandement.

Le personnel a augmenté dans les mêmes proportions.

Pour fournir tout ce personnel nécessaire, l'entraîner à l'intérieur comme aux armées, il a fallu créer des écoles multiples où est exercée chaque spécialité.

Pour donner un exemple, une de ces écoles emploie plus de 2.000 hommes et on y tire un million de cartouches par mois.

Pour accomplir ce travail considérable les vieux pilotes d'avant-guerre, les précurseurs, malgré toutes leurs qualités, n'auraient pu suffire. Des officiers de premier ordre, en grand nombre, se sont donnés tout entiers à cette tâche nouvelle, jeunes officiers d'artillerie, polytechniciens, centraux, élèves des mines et de différentes écoles scientifiques.

La technique de la guerre.

Vous vous imaginez, qu'elle dut être, dans les tranchées, la joie du combattant, qui, naguère encore si dépourvu, vit arriver presque chaque jour un engin inédit : du fil de fer, des mitrailleuses, des artifices, des mortiers de tranchée de plus en plus puissants, des projecteurs, des grenades, des obus V. B. qu'il lance lui-même avec son fusil, des fusils-mitrailleurs, tout cela composant son ameublement familier ; puis autour de lui, au-dessus de lui, des oiseaux, des ballons d'observation, des canons antiaériens, des canons lourds de plus en plus nombreux et de plus en plus gros, des pièces à grande puissance, et finalement des tanks.

Il est armé, il est soutenu. Il sent que son matériel le vaut, et qu'on a travaillé, bien travaillé pour lui. Il a confiance dans son outil.

Essayez de vous représenter surtout la tâche de nos Etats-Majors, qui, après avoir conçu et réclamé ce prodigieux et changeant outillage, sont obligés, à mesure qu'arrive un engin nouveau, d'en régler l'emploi et de modifier la tactique de la guerre ! Sans doute, ce commandement dispose de moyens insoupçonnés naguère : avions d'infanterie qui suivent les troupes d'as-

saut, télégraphie sans fil qui va de l'avion au poste et du poste à l'avion, télégraphie souterraine qui rend compte à l'arrière de la ligne de feu. Mais, qui ne voit que chacun de ces perfectionnements ainsi que chaque progrès du matériel complique sa tâche? Ils sont nombreux déjà ceux qui, civils ou étrangers, ont été admis à parcourir le front occidental, dans ses régions les plus réputées et ses secteurs les plus glorieux, ils ont été frappés, dans les périodes calmes, à la fois de l'activité prodigieuse, de la régularité paisible qui règnent dans ces zones de mort. Les routes et les chemins de fer se sont multipliés, comme les boyaux de communication: les camions et les trains roulent avec l'ordre et la ponctualité des relèves. Les gares régulatrices fonctionnent comme des horlogeries. Les munitions et le ravitaillement cheminent vers les premières lignes avec la force et le rythme d'une immense pulsation. Et pourtant, ces dépôts énormes, ces parcs d'artillerie, d'aviation, ces postes de commandement, ces accumulations de matériel et ces concentrations d'hommes, c'est une armée et son bagage, une armée mobile qu'il faut lancer à l'assaut ou faire battre en retraite, porter selon le besoin d'un point à un autre de ce front, organisé lui-même, en toute son étendue comme ne le fut jamais aucune place forte. C'est avant la bataille que les chefs et leurs officiers d'état-major travaillent.

Le jour du combat, ils n'ont plus qu'à suivre, dans l'angoisse, l'exécution de leur plan. Les dépêches, les téléphonages leur annoncent, sans qu'ils y puissent rien désormais, si leurs prévisions furent justes. Songez donc, en de telles conditions, à ce que suppose de savoir, de méthode et de temps la préparation d'un plan d'of-



Général FAYOLLE.

fensive, ce qu'exige de décision et d'expérience l'improvisation d'une défensive. Ce sont ces masses pourtant que l'Etat-Major français, quand la porte de Paris se trouva un instant ouverte à Noyon et que l'Etat-Major anglais réclama du secours le 22 mars 1918, porta en quelques heures, parmi l'encombrement d'une armée défaite, sur la ligne de feu, pour rétablir la situation et, une fois de plus, barrer la route à l'Allemagne. Certes, ce sont les soldats qui gagnent la victoire, mais ce sont les Etats-Majors qui préparent la bataille.

Ajoutez que l'Etat-major français possédait une longue tradition d'école : son mérite fut d'autant plus grand de s'avoir s'adapter si vite à des conditions toutes nouvelles.

Certes, la France était pacifique, mais sa doctrine militaire était l'offensive. Or, c'est par la retraite que le maréchal Joffre, en 1914, a sauvé son armée et le monde ; c'est par la retraite que le maréchal Foch a débuté comme généralissime des forces alliées et les deux victoires de la Marne ont été des contre-attaques. De l'une à l'autre, pendant ces trois années où leurs troupes sont restées immobiles dans les tranchées, il a donc fallu avant tout que les Etats-Majors s'adaptassent à une guerre qu'ils n'avaient pas prévue. Ils ont renouvelé, mis au point leurs doctrines, modernisé leurs traditions. De ce travail et de ces résultats, tous les alliés ont tiré un égal profit. Nos missions militaires les ont enseignés à toutes les armées alliées et la victoire commune est due à ces principes de stratégie que le général Foch avait jadis exposés à l'École de guerre et qu'il a su dans la pratique, avec tant de fougue et de précision, accommoder aux leçons de son expérience de soldat.

Notre organisation économique.

Pour alimenter ainsi les armées et les armées de l'Entente, on devine quel effort de réorganisation industrielle la France a dû s'imposer, sous le feu de l'ennemi.

Et pourtant la brusque invasion dont elle avait été victime semblait devoir paralyser son industrie. Par son immortelle manœuvre, ce n'était pas seulement les habitants et les usines des régions envahies que le général en chef avait été obligé d'abandonner à l'ennemi ; c'était aussi les trois quarts de ses ressources en minerai de fer et de charbon que la France perdait, les quatre cinquièmes de ses ressources en fonte, en acier et en coke, son plus puissant outillage et la main-d'œuvre exercée des grands centres industriels du Nord et du Nord-Est.

Et l'ennemi, qui s'était enrichi d'autant, en croyait triompher. En janvier 1915, M. Schrœdter, président de l'Association métallurgique allemande, écrivait joyeusement : « Des 127 hauts fourneaux, qui seuls étaient à feu au commencement de 1913 sur les 170 existant en France, il n'y en a pas moins de 95 qui se trouvent dans la zone de guerre..... 30 hauts fourneaux à peine peuvent produire de la fonte en France. »

On ne s'attarda pas aux malédictions stériles. La grandeur de la tâche stimula les courages. Les initiatives privées rivalisèrent avec le Gouvernement.

Dès le 20 septembre 1914, il entreprenait le recensement des forces industrielles de la France. Quinze grandes régions furent constituées, à la tête desquelles on plaça, pour exécuter ou répartir les commandes de l'Etat, des groupes industriels.

Et ce fut, dans toutes nos provinces, un étrange et merveilleux spectacle de renaissance économique.

Dès le mois de janvier 1915, tous les établissements possédant un outillage suffisant ont travaillé pour l'armée ; les fonderies de première et de deuxième fusion, les forges, les aciéries, les ateliers de constructions mécaniques, de serrurerie, de machines agricoles ont été spécialisés dans la fabrication des obus, des canons, des pièces détachées d'artillerie, des outils et du matériel pour le génie. Les fabriques de ferblanterie et de tôlerie font des marmites, des bombes, des grenades, des boîtes à conserve, etc. Les plus petits ateliers sont utilisés. Et bientôt de grandes usines nouvelles sortent de terre.

Des miracles d'improvisation furent opérés alors. Il faut se rappeler au moins un, qui fut cité en exemple par nos amis anglais.

« Un industriel important de Paris », disait le *Times*, dans un article du 18 mai 1915, intitulé « Un exemple pour les Alliés », un industriel de Paris a accompli un tour de force d'organisation rapide qui mérite d'être mentionné. Depuis le début de la guerre, en dépit de toutes les difficultés, cet industriel entreprenant a réussi à construire de toutes pièces deux usines qu'il a équipées avec des machines spéciales achetées aux Etats-Unis. Ces machines fonctionnaient déjà au rez-de-chaussée, alors que les ouvriers travaillaient encore à la construction des étages supérieurs. Il fabrique aujourd'hui, journellement de 12 à 15.000 obus. »

Cet industriel important, c'était M. Loucheur qui devint ministre de l'Armement. Qu'il a, depuis lors, fait d'élèves et trouvé d'émules!

Quiconque parcourait nos provinces en chemin

de fer pouvait, de mois en mois, voir s'étendre les baraquements, se dresser les cheminées. Des mines nouvelles étaient fouillées, des filons dédaignés étaient attaqués. En 1917, la production minière mensuelle passait de 1.771.769 à 2.410.039 soit une augmentation de 36 %. La houille blanche ajoutait ses réserves de forces à celles de la houille noire. Et dans les vallées alpestres comme dans les vallées pyrénéennes, le long des torrents disciplinés, les moteurs électriques se mirent à ronfler.

Le ferro-silicium, le zinc, la fonte synthétique, — invention française — furent fabriqués par grandes quantités.

Naturellement, ce furent d'abord les industries de guerre qui furent servies. La métallurgie reprit un élan prodigieux. En juillet 1917 le nombre de ses ouvriers, tombés à 33 % au moment de la mobilisation, arrivait à 173 %. Mais le progrès ne se borna pas à la seule métallurgie. Après les poudreries et les fabriques de canons et de fusils, se multiplièrent les biscuiteries, les usines de conserves, les manufactures de chaussures et de vêtements. On y fabriquait fiévreusement tout ce qui était nécessaire pour équiper, munir, nourrir des légions toujours plus nombreuses.

Peu à peu la démobilisation des vieilles classes, la mobilisation à l'usine des spécialistes, l'éducation industrielle des femmes, le recours à la main-d'œuvre étrangère, permirent une surprenante reprise de l'activité économique.

Ainsi, de proche en proche, la plupart des grandes industries purent se réveiller. Et l'on posa des fondations sur lesquelles la France pourra bâtir, après la guerre, en face de l'Allemagne, son indépendance économique.

Dans les textiles, comme dans l'industrie des pâtes ou des broseries, dans la coutellerie

comme dans l'article jouet, on mettait sur pied des fabriques nouvelles.

La verrerie optique, scientifique et de laboratoire ne sera plus désormais monopolisée par les Allemands. De même, l'industrie du caoutchouc durci, de l'ébonite, des produits réfractaires et isolants, des essoreuses, des aspirateurs, des magnétos, est, dès maintenant, solidement établie chez nous. L'exposition de Lyon, de Bordeaux, celles de Paris, ont montré ainsi des centaines d'articles reconquis sur nos envahissants voisins.

Mais c'est surtout dans la fabrication des produits chimiques et pharmaceutiques que le lien de vassalité qui nous attachait à l'Allemagne est désormais rompu. L'industrie des chlorures liquides, à peu près inexistante avant la guerre, produit aujourd'hui plus de 100.000 tonnes par an. Le brome, autrefois totalement importé de l'étranger, a vu sa production s'installer en France. Parfums ou colorants, nous ne serons plus réduits à les quêmander Outre-Rhin. D'ores et déjà, un syndicat des matières colorantes s'est fondé au capital de 60 millions qui se propose de transformer après la guerre les usines d'explosifs que l'Etat lui transférera en échange d'une participation dans les bénéfices qui seront réalisés. Bel exemple de collaboration entre la puissance publique et les groupements industriels, compénétration économique qui sera sans doute féconde.

L'Esprit de guerre et les industriels.

Car, de cette rénovation sous le feu, ce n'est pas seulement l'aspect matériel qui doit nous frapper, c'est l'aspect social. Pour mener à bien cette œuvre d'industrie héroïque, il y a fallu de



Général MAISTRE.

l'entente, des concessions mutuelles, des prévisions collectives; il a fallu de l'organisation.

Les Allemands déclarent volontiers avoir le monopole de l'organisation. La guerre actuelle a prouvé du moins que, sous le fouet de la nécessité, les individualités françaises demeuraient capables de se concerter pour entreprendre des œuvres de salut national.

L'esprit de guerre auquel le socialiste Albert Thomas, ministre de l'Armement, faisait un jour appel, n'a pas été invoqué en vain.

On reprochait à nos industriels, en particulier, de ne pas savoir agir en commun ni collaborer avec l'Etat dans l'intérêt public. Ils n'auraient point obtenu les résultats grandioses que nous avons retracés, s'ils étaient demeurés prisonniers de ces tendances.

Ils ont pu s'entendre pour effectuer leurs achats en commun, pour user des marques collectives, pour unifier, pour standardiser leurs fabrications, afin de produire en série.

Ils ont su collaborer avec les représentants de l'Etat chargés de leur transmettre les directives imposées par la situation internationale.

Comité pour la répartition du sucre ou du chocolat. Comité consultatif du blé, de la farine et du pain. Office central des céréales, Commission supérieure de la Marine marchande, Commission supérieure des achats à l'étranger, etc., toutes sortes d'organisations nouvelles ont été ainsi mises sur pied.

On n'y a pas pris seulement les mesures d'urgence commandées par la situation. On y a pensé à l'avenir, on a commencé à établir des plans coordinateurs en vue de l'après-guerre.

La France, en dépit de tant de pertes, sortira donc sans doute grandie de cette guerre, même

en matière économique. Car ses fils auront appris là aussi, à se rapprocher pour l'action commune. Ayant pris une plus claire conscience de leurs ressources et de leurs besoins, ils sauront prouver demain à l'Allemagne que les individualités françaises, sans rien perdre de leurs traditionnelles qualités d'initiative, sont capables de faire front contre la « mécanique » allemande.

Savants et Inventeurs.

Il serait injuste, lorsqu'on récapitule ces efforts, de ne point rappeler la part des savants, des ingénieurs, des inventeurs. Ils ont travaillé dans l'ombre. Et on ne peut aujourd'hui encore étaler leurs découvertes. On saura plus tard tout ce qu'ils ont tenté en s'inspirant de l'exemple de leurs grands devanciers, les chercheurs qui mirent leur savoir au service de la Révolution française.

Avec une rapidité inconcevable, la France d'alors avait mis à profit, pour munir les soldats de l'an II, les brusques progrès que venait de faire la mécanique, la physique, la chimie à la fin du xviii^e siècle.

Elle avait transformé l'industrie de l'acier, décuplé la fabrication de la poudre, lancé le premier ballon au-dessus de Fleurus.

On ne pouvait, sans doute, attendre de nos jours, un essor aussi grandiose. Nous ne sommes plus à la phase des naissances surprenantes. Toutes les sciences ont fait de tels progrès continus, le long du xix^e siècle, que pour trouver une application vraiment nouvelle il faut des merveilles d'ingéniosité. La science française a su du moins, au xx^e siècle, perfectionner en

pleine tourmente tous les mécanismes dont a eu besoin la guerre moderne.

Tel physicien éminent, connu pour ses travaux sur les atomes, a inventé des appareils écouteurs qui nous ont permis de surprendre la conversation de l'ennemi; tel autre a travaillé à nous faire percevoir, à distance, l'invisible sous-marin.

Nos mathématiciens ont aidé à l'établissement de nouvelles méthodes pour le tir contre-avions. Nos chimistes ont fourni, avec des explosifs toujours plus puissants, des fumigènes qui dissimulent navires ou batteries, les fusées qui incendient les ballons observateurs.

Parlant devant ses collègues de l'Académie des Sciences, M. Painlevé pouvait dire qu'elle avait été elle aussi un instrument de travail supérieur au service de la défense nationale.

Ouvriers.

Mais, grands administrateurs ou grands capitaines, savants ou ingénieurs, qu'eût pesé l'effort de ces élites, s'il n'avait été soutenu par l'effort constant de l'immense masse du peuple ?

Sur l'héroïsme de notre peuple aux tranchées, tout a été dit. Et l'on n'admira jamais assez, en effet, comment se sont combinées et fondues en lui les antiques vertus guerrières d'une race qui fut toujours fière et les justes colères de la démocratie d'aujourd'hui, révoltée dans ses instincts en même temps qu'attaquée dans son idéal.

Ce qu'on sait moins, peut-être, c'est que ces sentiments là se retrouvent au fond du cœur du peuple de l'usine, comme au fond du cœur du peuple des tranchées. Et ce sont eux qui l'ont soutenu dans la lutte dure et pénible, elle aussi, qu'il est obligé de mener, nuit et jour, devant la

chaleur étouffante des fours, au milieu de la trépidation étourdissante des machines, ou dans la vapeur empoisonnante des explosifs.

Bien plus, dans les régions proches des lignes, là où le chemin de fer est sous le feu des canons et l'usine bombardée par l'avion, les travailleurs mettent leur fierté à ne pas lâcher leur travail et rappellent avec une magnifique simplicité qu'ils sont bien de la même race que leurs frères les poilus.

Au printemps 1918, lorsqu'il a fallu, sur des lignes dont l'Allemand approchait à marches forcées et qu'il tenait sous ses canons, transporter sans relâche, partout où il était nécessaire, les divisions françaises accourues à la rescousse, on sait de quel fier héroïsme les cheminots du Nord ont fait preuve.

Dans la région de Nancy, si cruellement arrosée par l'ennemi, furieux de n'avoir pu mettre la main sur la riche Lorraine, les métallurgistes ont fait des prodiges de vaillance en même temps que d'endurance...

Le Gouvernement a porté leur belle conduite à la connaissance du pays :

La Société alsacienne de constructions mécaniques à Belfort ;

Le Personnel militaire et civil du détachement du service des forges de Belfort ;

Le Personnel dirigeant et ouvrier de la Société des aciéries, de Pompey, à Pompey ;

Le Personnel dirigeant et ouvrier de l'usine de Neuves-Maisons (hauts fourneaux et aciéries) ;

Ont été cités à l'ordre du jour, comme des unités de combat.

Dunkerque a rivalisé avec Nancy, les ouvriers des ports avec ceux des fonderies. Dunkerque était bombardée par les avions, par un canon à

longue portée, parfois aussi par ceux des contre-torpilleurs. Elle recevait des obus de la terre, de l'air, de la mer. C'est à Dunkerque pourtant que fut lancé le plus grand cargo de la marine marchande française. Il a 145 mètres de long. Pendant qu'on le construisait, bien des bombes ont plu autour de lui, trois l'ont atteint directement. L'une d'elles a crevé trois ponts et est allée exploser à fond de cale. Le voici achevé pourtant, le voici qui se balance sur la mer « à la barbe de l'ennemi » disait l'amiral Ronar'ch. Les ouvriers qu'il a vus au travail à Dunkerque ne sont-ils pas les dignes émules des fusilliers fameux qu'il commandait naguère à Dixmude ?

L'ouvrier français a compris l'enjeu de la partie, il s'est rendu compte qu'aucune démocratie ne serait visible dans le monde, si l'Allemagne n'était pas mise dans l'impossibilité de nuire. Et c'est pourquoi, en dépit de difficultés que la cherté de la vie suffit à expliquer, c'est encore la France qui au total, de tous les pays en guerre, a connu les grèves les moins nombreuses et les moins graves.

C'est le peuple qu'on tenait pour le plus turbulent qui s'est montré le plus sage.

La Femme.

Mais le spectacle le plus extraordinaire pourtant et le plus nouveau qu'aura offert la France en armes, ne sera-ce pas celui de l'activité féminine ? Partout ailleurs, il a suffi de mettre au point, d'organiser, de réveiller les vieilles traditions nationales ou de provoquer les jeunes énergies démocratiques. Dans le travail des femmes, tout a été créé et la Française s'est révélée.

D'abord aux premiers jours de la mobilisation,

elle a partagé l'exaltation patriotique des soldats s'élançant aux frontières. D'instinct, elle a compris que dans une guerre qui retirait les hommes les meilleurs de la vie nationale, il fallait pourtant que cette vie nationale continuât et que la France en guerre travaillât et produisît comme la France en paix. Dans la boutique, à la ferme, au bureau, dans les affaires, celle qui restait a pris la place et l'autorité de celui qui était parti. Elle s'est mise à la besogne du même cœur que son homme affrontait l'ennemi. Le vieux mot de « remplaçante » a pris un sens sublime.

En 1870 aussi, les femmes étaient pleines de vaillance et de bon vouloir ; leur rôle pourtant était demeuré effacé : c'est qu'elles n'étaient pas organisées ni préparées. Leur zèle même avait échoué à soigner les blessés et c'est de cet échec qu'était née la Croix-Rouge dont la mobilisation, personnel et matériel, en août 1914, ne fut pas moins méthodique que celle de l'armée, et qui a si utilement secondé le service de santé. Déjà, avant la guerre, des organisations féministes très puissantes s'étaient efforcées de préparer la Française à son rôle social et de développer son esprit civique. Qu'on ne s'étonne donc pas si elle s'est trouvée prête partout à accomplir les tâches qu'on attendait d'elle : dans l'enseignement où des jeunes femmes, respectées de tous, ont remplacé par milliers des instituteurs dans les écoles et par centaines des professeurs dans les lycées ; dans les chemins de fer, où l'on en a compté plus de 15.000 ; dans les banques où elles ont particulièrement réussi, dans les transports, métropolitain, Nord-Sud, tramways ; dans les administrations et les bureaux, jusque dans l'administration militaire et dans les bureaux des casernes.

On a vu des femmes dans tous les métiers :

Planpy 1870

maçon, charrons, facteur, et même couvreur. On les a mises aussi à la tête des municipalités, les unes, comme Mme Macherez, étonnant les Allemands eux-mêmes par leur audace et leur fermeté, les autres comme ces jeunes institutrices devenues secrétaires de mairies qui, à la stupeur des municipalités défailiantes, ont administré de vastes communes avec le même génie que leur propre foyer.

Un seul chiffre permettra de mesurer leur apport à l'industrie. En janvier 1918, sur le personnel total de 41.450 établissements soumis à l'enquête des Inspecteurs du Travail, on comptait, pour 993.246 hommes, 474.342 femmes.

Paysans.

Comme il est naturel, pourtant, c'est peut-être dans l'agriculture que la femme française a rendu le plus de services. Sur la terre dépeuplée d'hommes valides, (nos paysans ont formé la grande masse de notre armée), il lui a fallu assumer toutes les suppléances. On la savait déjà ménagère, économe, intendante avisée, capable de mener avec patience et ingéniosité les menus travaux de la femme. Il lui a fallu prouver que les gros travaux eux mêmes — ni les gros travaux, ni les grandes responsabilités — ne lui faisaient pas peur. Presque seules les femmes firent dans le Midi les vendanges de 1914. Ailleurs elles se révélèrent maquignons en même temps que directeurs de laiteries et fromageries. Nulle part, grâce à elles, les fameux bas de laine français ne se vidèrent. Nulle part, la terre ne resta inféconde.

Veut-on une preuve de la confiance qu'elles ont su, par leur initiative, inspirer à leurs hommes ?

Les membres d'une mission américaine qui visitèrent la Normandie furent surpris de voir un soldat permissionnaire, nouvellement installé dans une ferme qu'il venait de louer et dont l'importance dépassait celle de la ferme qu'il avait quittée. Ils ont demandé à ce militaire comment il avait pu, malgré la guerre, son éloignement, le manque de main-d'œuvre, entrevoir la possibilité d'assumer ces charges nouvelles. Ce brave soldat répondit qu'en raison de la vaillance dont sa femme donnait tant de preuves au travail, les choses ne pouvaient manquer de s'arranger, et qu'il ne doutait pas un instant qu'à son retour il se trouverait en mesure de faire face courageusement à la besogne.

« Confiance en l'avenir » c'est le sentiment que retinrent les membres de la Mission américaine, c'est celui aussi que vous retiendrez aujourd'hui.

On s'est d'ailleurs rendu compte à la fin qu'un robuste coup d'épaule était nécessaire à l'agriculture.

On ne se contenta pas de multiplier les permissions et les sursis agricoles, on se décida à renvoyer un certain nombre de ces vieilles classes, des hommes approchant de la cinquantaine, que la France, dans son ardeur à mobiliser toutes ses forces armées contre l'envahisseur, maintenait dans les cadres militaires. On constitua des équipes volantes — réalisation d'une vieille idée Saint-Simonienne — qui, aux époques de la fenaison, des moissons, des vendanges, se placèrent pour les travaux urgents. Un Office national de la main-d'œuvre agricole coordonna tous les efforts destinés à rendre les bras à la culture. On utilisa les prisonniers de guerre. Près de 100.000 d'entre eux travaillèrent le sol français. On fit venir aussi des journaliers de nos colo-

nies : Kabyles, Sénégalais, Indo-Chinois, remplacèrent les Français restés au front.

Grâce à ces efforts et à ces mesures, la France put présenter en 1918, un tableau satisfaisant de la situation agricole. Les moyennes données par le Ministère de l'Agriculture, d'après l'état des cultures, augmentèrent pour la majorité des départements. Par exemple : en ce qui concerne le blé d'hiver, le nombre des départements cotés de 80 à 99 est passé de 3 à 33 ; en ce qui concerne les prairies, de 3 à 17 ; l'orge de 7 millions de quintaux en 1915, à passés 8 millions 500.000 ; l'avoine de 34.600.000 à 41.200.000. Nous atteindrons bientôt, en matière de céréales, nos 90 millions de quintaux d'avant-guerre.

Au surplus un regard jeté sur les campagnes de France suffirait à convaincre le voyageur que ces chiffres ne mentent pas.

En dépit de tant de blessures, la terre française est : « la terre qui ne meurt pas ».

Nulle part la glèbe n'a cessé d'être retournée par le soc de la charrue, mordue par les dents de la herse, réduite en miettes par le rouleau. Nulle part n'ont disparu les nappes des chanvres, des lins, des trèfles, des trémaines. Nulle part, les animaux pansés à leur heure n'ont souffert de la faim. Nulle part, les campagnes ne sont revenues à l'état de nature.

Et cela aussi est une victoire, qui fait honneur à la France rurale.



Telle est la suite des péripéties militaires et le long effort moral et matériel auquel vous avez dû, Alsaciens et Lorrains, votre libération ! A travers les souffrances de la guerre et sous la menace des supplices, on ne vous en avait laissé

pressentir que les mortelles angoisses, on avait joué avec votre cœur, et combien de fois vous auriez désespéré, si votre âme avait jamais pu douter de la France et de son génie ! Après votre si longue patience, la victoire a fondu sur vous d'un vol vertigineux. Dans ses bras sanglants, la France vous a saisis et serrés avec la brusquerie de l'ivresse. Tout de suite, vous l'avez reconnue et vous avez pleuré sur son cœur déchiré, mais vous ne saviez pas bien les longs et rudes chemins par lesquels elle était revenue jusqu'à vous. Pendant près d'un demi-siècle, elle avait entendu dans la contrainte les sourds gémissements et les appels étouffés qui montaient de votre geôle. Votre misère et son humiliation, elle les offrait à la paix du monde. Mais, puisqu'une seconde fois, vos bourreaux, s'étaient jetés sur elle, elle vous devait de mourir ou de vous sauver. Elle a failli mourir, vous le voyez. Mais, depuis des siècles que vous vous êtes donnés à elle, vous savez quel est son destin. Toujours ses ennemis ont cru l'abattre, toujours ils l'ont crue abattue, au Moyen-Age, sous Louis XIV, à la Révolution, sous l'Empire, en 1870, en 1914, en 1918. On avait dit au soldat allemand : « la France est un vieux peuple, qui tombera sous notre hache comme une branche morte. » Oui, la France est un vieux peuple, mais un vieux peuple qui n'a pas vieilli. A toutes les heures où flotte la destinée du monde, on voit la France prédestinée s'offrir en sacrifice, et, d'épreuve en épreuve, tombant et se relevant, s'avancer toujours sur la voie de la justice. Elle est éternelle, parce que ses fils meurent pour ce qui est éternel. Mais elle est glorieuse aussi et récompensée. Tout ce qu'elle a souffert elle en est payée puisqu'elle vous a retrouvés.



TABLE DES MATIÈRES

Dédicace. — Aux Alsaciens et aux Lorrains.	3
Tableau	5
Les Origines de la Guerre.	7
La Volonté de Paix de la France	8
La Volonté de Guerre de l'Allemagne	10
L'Allemagne derrière l'Autriche.	10
L'Allemagne contre tout arbitrage	13
Les inventions allemandes	14
Les tendances de l'Empire	15
L'Etat-Major	16
Les Industriels	17
Les Intellectuels	19
Le Peuple	20
Les Phases de la Bataille.	23
La Belgique envahie	23
La Retraite et la Victoire de la Marne.	24
La Course à la Mer.	28
Vers l'Orient.	30
Verdun.	31
Les Offensives françaises	34
Les Offensives allemandes de 1918.	38
La Victoire.	42
Les Causes de la Victoire.	47
Nos alliances.	47
La Grande Bretagne.	48
L'Italie.	51
L'Amérique.	52
Les peuples libres	53
La part de la France	56
L'organisation militaire.	56
L'outillage de la guerre : 1914-1918	58
Artillerie d'assaut.	59
Aviation	60
La Technique de la guerre	61
Notre organisation économique	65
L'esprit de guerre et les industriels.	68
Savants et inventeurs.	71
Ouvriers	72
La Femme	74
Paysans.	76



Pix : 1 frame nel